

# Vers un label "impôt responsable"

Imaginez au départ de votre smartphone que vous puissiez scanner votre achat de consommation ou le logo d'une entreprise pour connaître son niveau d'implication au bien-être des citoyens par la contribution de l'impôt versé aux pays.



© iStock

Qui est capable de quantifier le nombre de [labels](#)? Il y en a une multitude tous aussi utiles les uns que les autres pour guider le consommateur vers un achat judicieux. Il y a même un "label" appelé [note souveraine](#) pour classer nos pays en fonction de leur solvabilité.

Pourtant, dans cette pléthore de labels il en manque un... le label économique. L'information aux citoyens pour une consommation "impôt responsable".

Imaginez au départ de votre smartphone que vous puissiez scanner votre achat de consommation ou le logo d'une entreprise pour connaître son niveau d'implication au bien-être des citoyens par la contribution de l'impôt versé aux pays, aux États et/ou à la communauté.

L'idée de ce label économique "impôt responsable" serait d'informer correctement les citoyens sur l'incidence économique de leurs consommations.

Le label économique "impôt responsable" ne s'arrête pas aux marques achetées dans les rayons alimentaires ou autres, mais aussi aux chaînes de grande distribution tous secteurs confondus, aux banques, aux assurances, aux entreprises immobilières, dans le domaine des très hauts salaires, des sportifs, des artistes, etc.

Le label économique peut (doit) dépasser nos frontières, il peut (doit) être mis en place dans tous les pays où les " tiroirs-caisses " se vident, où les citoyens s'appauvrissent.

De là, le citoyen pourrait diriger sa consommation en fonction de ses convictions ni plus ni moins comme il le fait pour tous les autres labels déjà existants.

L'idée d'un label économique "impôt responsable" serait d'informer correctement les citoyens sur l'incidence économique de leurs consommations.

J'entends déjà tous les politiciens empêtrés dans le lobbying crier haut et fort : *"Ce n'est pas réalisable !"*

Évidemment, si l'on ne se donne pas la volonté ni les moyens. *"Ce serait créer une discrimination des entreprises"*.

Le système de taxation le fait déjà et pas dans le bon sens. Il suffit de comparer l'impôt des multinationales aux grandes entreprises aux PME et des indépendants.

*"C'est de la délation"*. Ce serait une remarque étonnante à l'heure où l'on demande aux citoyens de dénoncer les fraudes sociales, les incivilités, etc.

*"Ce serait du protectionnisme"*. Mais pas du tout, il n'y a pas de taxes en sus. Rien ne change, les produits et services sont disponibles tels qu'ils l'ont toujours été. Il y a juste une information laissée au discernement du consommateur.

*"Les entreprises vont quitter le pays/l'Europe"*. Eh bien, qu'elles le fassent ! En partant, elles libéreront un marché que d'autres, plus éthiques, s'empresseront de prendre.

Bref, il faut rejeter tous ces faux arguments, car en acceptant un seul cela équivaudrait à rejeter tous les labels qui ont été créés ou soutenus par les gouvernements jusqu'à présent.

Un label est moins compliqué à mettre en place sans devoir entrer dans des règles et des réglementations indigestes, dans des textes de loi sujets à interprétations et aux détournements, dans des calculs compliqués qu'un scientifique y perdrait ses méninges et surtout ce label peut être élaboré sans attendre un accord européen !

Ce label "impôt responsable" changera la donne, car in fine (le bio, l'éco et bien d'autres sont de beaux exemples), ce sont les entreprises elles-mêmes qui mettront en avant leur contribution à une solidarité plus juste envers les citoyens, envers leurs clients.

Si les entreprises ont le droit d'éluder l'impôt par des montages aussi légaux qu'immoraux, il faut donner la possibilité aux citoyens le droit, par leurs consommations, de collaborer ou pas!

Les entreprises s'enrichissent là où le système assure un confort social aux citoyens, mais quand il s'agit de rémunérer le système qui les a enrichis alors elles vont se planquer sous les tropiques.

Vous les décideurs, vous les responsables du bien-être du peuple,

aidez les citoyens à dire aux entreprises qui ne contribuent pas équitablement au système à aller commercialiser ailleurs !

Il est de votre responsabilité de démontrer que chaque citoyen a un rôle et un pouvoir énorme de décision sur les dirigeants et les actionnaires de ces entreprises animées d'une cupidité écoeurante.

Il est urgent de donner aux citoyens un outil imparable de pression sur toutes ces entreprises d'ici ou d'ailleurs qui ne jouent plus le jeu.

Un citoyen